



CHAPITRE 48

Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 276,
ss. 25a-
25c, aj.

1. La Loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 276) est modifiée en ajoutant, après l'article 25, les suivants:

Annula-
tion de
charte.

"25a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter l'annulation de la charte d'une compagnie constituée par lettres patentes, qui n'a pas produit, pendant deux années consécutives, le rapport exigible en vertu de l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 281).

Avis.

Un avis de cette annulation est publié, par le procureur général, dans la *Gazette officielle de Québec* et à compter de cette publication la compagnie prend fin.

Annula-
tion de
charte.

"25b. Le lieutenant - gouverneur en conseil peut également décréter l'annulation de la charte d'une compagnie constituée par lettres patentes qui n'a pas produit, dans le délai déterminé, un rapport qui lui est réclamé par l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, en conformité des dispositions du second alinéa de l'article 5 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 281).

Avis.

Un avis de cette annulation est publié par le procureur général dans la *Gazette*

CHAPTER 48

An Act to amend the Quebec Companies Act

[Assented to, the 17th of April, 1946]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Quebec Companies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 276) is amended by adding, after section 25 thereof, the following:

R.S.,
c. 276,
ss. 25a-
25c, add-
ed.

"25a. The Lieutenant - Governor in Council may order the annulment of the charter of any company constituted by letters patent, which has not filed, during two consecutive years, the return required under section 4 of the Companies Information Act (chapter 281).

Cancell-
ation of
charter.

A notice of such annulment shall be published, by the Attorney-General, in the *Quebec Official Gazette*, and as from such publication the company shall become dissolved.

Notice.

"25b. The Lieutenant - Governor in Council may also order the annulment of the charter of any company constituted by letters patent, which has not filed, within the delay fixed, a return which is required from it by notice published in the *Quebec Official Gazette* in conformity with provisions of the second paragraph of section 5 of the Companies Information Act (chapter 281).

Cancell-
ation of
charter.

A notice of such annulment shall be published, by the Attorney-General, in

officielle de Québec et, à compter de cette publication, la compagnie prend fin.

the *Quebec Official Gazette*, and as from such publication, the company shall become dissolved.

Responsabilité des directeurs.

"25c. Nonobstant l'annulation décrétée en vertu de l'article 25a ou de l'article 25b, les personnes qui agissaient comme directeurs de la compagnie, lors de l'annulation de sa charte, sont conjointement et solidairement responsables des dettes de la compagnie existantes lors de l'annulation envers tout créancier de la compagnie.

"25c. Notwithstanding the annulment ordered under section 25a, or section 25b, the persons who acted as directors of the company, when its charter was so annulled, shall remain jointly and severally responsible for the company's debts as same existed at the time of such annulments towards any creditor of the company.

Recours.

Les recours pour pénalité en vertu des articles 4 et 5 de ladite Loi des renseignements sur les compagnies peuvent être exercés nonobstant cette annulation."

Any prosecutions for penalty under sections 4 and 5 of the Companies Information Act may be instituted notwithstanding such annulment."

S.R., c. 276, a. 26, am.

2. L'article 26 de ladite loi est modifié a) en y retranchant, dans les quatrième, cinquième, sixième et septième lignes du paragraphe 1, les mots "ou de l'assistant-procureur général et du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce";

b) en remplaçant, dans les première, deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe 2, les mots "ou l'assistant-procureur général et le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce peuvent" par le mot "peut".

2. Section 26 of the said act is amended R.S., c. 276, s. 26, am. a. by striking out, in the fourth, fifth, sixth and seventh lines of subsection 1 thereof, the words "or Deputy Attorney-General and of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce";

b. by striking out, in the first, second and third lines of subsection 2 thereof the words "or Deputy Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce".

S.R., c. 281, a. 5, am.

3. L'article 5 de la Loi des renseignements sur les compagnies (Statuts refondus, 1941, chapitre 281) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"L'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent peut être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et dans ce cas le rapport réclamé doit être produit dans les soixante jours à compter de cette publication."

3. Section 5 of the Companies Information Act (Revised Statutes, 1941, chapter 281) is amended by adding thereto the following paragraph:

"The notice to which reference is made in the preceding paragraph may be published in the *Quebec Official Gazette*, and in such event, the return demanded shall be filed within the sixty days following such publication."

Rapport à produire dans un certain délai.

4. Toute compagnie constituée par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec qui, depuis au moins deux années consécutives avant l'entrée en vigueur de la présente loi, n'a pas produit le rapport exigé en vertu de l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (Statuts refondus, 1941, chapitre 281), doit le produire dans les soixante jours de cette entrée en vigueur.

Annulation.

A l'expiration de ce délai, si le rapport n'est pas produit, le lieutenant-gouverneur en conseil peut procéder à l'annulation de

4. Any company constituted by letters patent under the Quebec Companies Act which, for a period at least two consecutive years prior to the coming into force of this act, has not filed the return required under section 4 of the Companies Information Act (Revised Statutes, 1941, chapter 281), must file such return within the sixty days following the coming into force of this act.

After the expiration of such delay, if the said return is not filed, the Lieutenant-Governor in Council may proceed to annul

la charte de la compagnie suivant les dispositions de l'article 25a de la Loi des compagnies de Québec édicté par l'article 1 de la présente loi.

the charter of the company according to the provisions of section 25a of the Quebec Companies Act as enacted by section 1 of this act.

Entrée en
vigueur. 5. La présente loi entrera en vigueur
le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the
day of its sanction. Coming
into force.